

# Bilan de la Conférence de Doha sur le financement du développement

D'après les ONG, une occasion manquée...

jeudi 4 décembre 2008

**La plupart des observateurs s'accordent pour estimer que la Conférence des Nations unies sur le financement du développement qui s'est achevée le 2 décembre à Doha, au Qatar, a été une occasion manquée, faute d'une volonté politique des pays pour prendre des engagements en matière d'augmentation de l'aide au développement des pays les plus pauvres afin d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, et de réformer le système de la dette internationale.**

Sommaire de cet article

- [Le point de vue du CCFD](#)
- [Le point de vue d'ATTAC](#)
- [Recommandations des organisations de la société civile et collectivités françaises](#)

Consulter aussi notre rubrique sur les [Objectifs du millénaire pour le développement](#)

Près de huit ans après la Conférence internationale de Monterrey au Mexique sur le financement du développement (mars 2002), qui avait abouti au "consensus de Monterrey", la Conférence de Doha avait pour objectif "d'évaluer les progrès réalisés, réaffirmer les objectifs fixés et les engagements pris, mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, et définir les obstacles et les difficultés rencontrés, les mesures et les initiatives qui permettront de les surmonter et les mesures importantes pour la suite de la mise en oeuvre, ainsi que les difficultés et les problèmes nouveaux".

- [Informations sur le site de l'ONU](#)

- [Télécharger le document final de la Conférence](#)

## Le point de vue du CCFD

"Aucune décision majeure n'a été annoncée à l'issue de la conférence internationale sur le financement du développement, qui s'achève mardi 2 décembre dans la capitale du Qatar. L'ONU est marginalisée sur les questions économiques et financières. Seule satisfaction, pour le Comité catholique contre la faim et pour le développement : la montée en puissance de la lutte contre le pillage fiscal des pays du Sud.

Visiblement, on préfère en décider entre pays riches et émergents. Les pays pauvres voulaient un sommet de l'ONU face à la crise financière, qui va les frapper de plein fouet. Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon s'y sont opposés. Compromis : une vague "conférence à haut-niveau" en 2009 à l'ONU.

Jean Merckaert, du CCFD-Terre solidaire, s'indigne : "Pour sauver les banques, les chefs d'Etat des 20 pays les plus riches sont capables de monter deux sommets en quelques mois et de mobiliser plus de 3 000 milliards de dollars. Pour sauver la moitié de l'humanité qui se partage moins de 1% de la richesse mondiale, on envoie les ministres du développement en s'assurant que la conférence ne débouche sur rien de concret".

## Seule source de satisfaction : la lutte contre la fraude fiscale

La fraude fiscale coûte chaque année entre 350 et 500 milliards de dollars aux pays du Sud. C'est 5 fois l'aide qu'ils reçoivent des pays riches. En cause : les multinationales et les paradis fiscaux. Le sujet était

absent à la conférence de Monterrey sur le financement du développement, en 2002. A Doha, la nécessité de combattre la fraude fiscale est reconnue. L'Union européenne s'engage en outre à "combattre les paradis fiscaux".

- [Voir le dossier sur le site du CCFD](#)

## **Le point de vue d'ATTAC**

### **"Le financement du développement n'est pas une priorité pour les dirigeants du monde"**

"La conférence de Doha sur le financement du développement s'est terminée mardi dernier dans l'indifférence générale et sans que de réelles décisions aient été prises. L'idée, proposée par certains participants, de mettre en place un système de taxation des transactions financières a bien entendu été rejetée.

Convoquée dans le cadre de l'ONU, cette conférence devait être l'occasion, pour les chefs d'État ou de gouvernement du monde, de montrer qu'ils accordent leurs actes à leur paroles en débloquant les fonds qui manquent cruellement pour atteindre les "Objectifs du millénaire". Destinés à réduire la faim de moitié en dix ans, à promouvoir la santé et l'éducation de base, ces fonds sont estimés généralement à 30 milliards de dollars par an - chiffre à comparer au 5 500 milliards de dollars transitant chaque jour sur les marchés ou aux sommes fabuleuses débloquées pour tenter de résoudre la crise financière.

La faim, l'illettrisme, le non accès à l'eau, à la santé, à l'éducation et au logement dans le monde ne sont pas des fatalités : les moyens existent, seule fait défaut la volonté politique de les mettre en œuvre. À cet égard, Attac rappelle l'engagement maintenant ancien de la France de consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement - ce qui est de toute façon insuffisant - et s'inquiète des coupes sombres qui s'annoncent dans ce domaine.

Face à l'égoïsme des gouvernements du Nord et à leurs promesses non tenues, il est de plus en plus clair que la mise en place de taxes globales est la seule solution permettant de financer le développement de façon pérenne."

Attac France,  
Montreuil, le 4 décembre 2008

## **Recommandations des organisations de la société civile et collectivités françaises**

Un document de "Recommandations des organisations de la société civile et des collectivités territoriales françaises" préparé en vue de la conférence de Doha, identifiait quatre priorités essentielles :

- Augmenter l'Aide publique au développement (APD) et en améliorer la qualité.
- Trouver une solution durable au problème de la dette des pays du Sud.
- Mobiliser les ressources domestiques et lutte contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux.
- Faire de Doha une nouvelle étape vers la création d'une fiscalité internationale.

On trouvera ci-dessous en téléchargement ce document, qui expose les positions communes de :

Action for Global Health France

Action mondiale contre la pauvreté - France

AFVP ( Association française des volontaires du progrès)

AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs)

Avocats pour la santé dans le monde

CADTM-France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde)

CCFD - Terre Solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement)

CGT (Confédération générale du travail)  
Cités Unies France  
Coordination SUD ( Solidarité urgence développement, 130 membres)  
CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement)  
DEFAP, Service protestant de mission  
Les Amis de la terre France  
Médecins du Monde  
Oxfam France - Agir ici  
Plate-forme Dette & Développement  
Plate -forme Paradis fiscaux e t judiciaires  
Réseau Foi et Justice Afrique - Europe, Antenne France  
Secours catholique - Caritas France  
Sherpa  
Vision du Monde